

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 27 DECEMBRE 2017

SOMMAIRE

- 1) Des « offres raisonnables »
- 2) Elle agace tout le monde
- 3) Le coup de massue
- 4) L'arrogance des LREM
- 5) La promesse Macron non tenue
- 6) « Scandaleux » pour...
- 7) Des quartiers plus populaires...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Chômage: le gouvernement veut durcir le contrôle des chômeurs



Le gouvernement envisage de durcir certaines sanctions dans le cadre de la future réforme de l'assurance chômage, assure le Canard enchaîné daté du 27 décembre, citant une note confidentielle du ministère du Travail. Photo PHILIPPE HUGUEN. AFP

Les chômeurs pourraient bien voir leurs allocations plus réduites voire supprimées s'ils refusent les offres considérées comme «raisonnables» de Pôle emploi.

Des sanctions plus sévères, voilà la réponse qu'envisage le gouvernement dans le cadre de la future réforme de l'assurance chômage, selon le Canard enchaîné qui cite une note confidentielle du ministère du Travail.

Actuellement, en cas de recherche d'emploi insuffisante ou de refus de formation, un chômeur peut voir son allocation réduite de 20% pendant deux à six mois. En cas de manquement répété, l'allocation baisse de moitié pendant deux à six mois, voire est supprimée définitivement. En cas de refus à deux reprises d'une offre raisonnable d'emploi, l'allocation est suspendue pendant deux mois. Si le refus se répète, elle peut être supprimée pendant deux à six mois, voire définitivement.

Selon la note citée par l'hebdomadaire, une recherche insuffisante, un refus de formation ou un refus de deux offres d'emploi jugées raisonnables, entraînerait une réduction des allocations de 50% pendant deux mois. En cas de récidive, elles seraient supprimées pour une durée de deux mois.

Un rapport mensuel

En outre, chaque demandeur d'emploi devra remplir un «rapport d'activité mensuel», listant l'ensemble des démarches effectuées pour favoriser son retour à l'emploi, selon cette note rédigée par Antoine Foucher, directeur de cabinet de la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, et ancien cadre du Medef. Pierre Gattaz, numéro un du Medef, avait suggéré en octobre un contrôle «journalier», «hebdomadaire» ou «mensuel» des demandeurs d'emploi, suscitant un tollé.

La négociation sur la réforme de l'assurance chômage doit débuter le 11 janvier et s'achever mi-février. Les partenaires sociaux prévoient de négocier, entre autres, du contrôle des chômeurs, un sujet sur lequel le gouvernement souhaitait initialement garder la main. Dans le document d'orientation envoyé mi-décembre aux syndicats et au patronat pour cadrer la négociation, le ministère du Travail explique qu'il «proposera» une réforme «du barème et des modalités de sanctions dans les semaines qui viennent».

«Cette réforme permettra de moderniser les règles relatives à la proposition d'une offre raisonnable d'emploi. Elle sera génératrice d'une meilleure application des règles et d'un accompagnement plus efficace des demandeurs d'emploi», souligne la note. Le 22 novembre, Pôle Emploi a dressé le premier bilan du contrôle des chômeurs, entamé fin 2015 : 269.000 contrôles ont abouti à 14% de sanctions.

LIBERATION avec AFP

II) "Elle est épouvantable" : Ségolène Royal agace tout le monde au gouvernement



Ségolène Royal avec son successeur Nicolas Hulot (GEOFFROY VANDER HASSELT / AFP)

Par L'Obs

Les mots ne sont pas tendres. "Il suffit de prononcer le nom de Ségolène Royal devant un membre du gouvernement pour que s'ouvre la boîte à baffes", raconte ce mardi 26 décembre "le Parisien" dans un article consacré à la réputation de l'actuelle ambassadrice chargée des pôles.

Selon le quotidien, qui a donné la parole à plusieurs ministres qui "pestent" et "souponnent" à l'évocation de l'ancienne ministre de l'Environnement, Ségolène Royal "hérissé les membres du gouvernement". Jusqu'à Nicolas Hulot, avec qui elle entretiendrait des rapports "glaciaux".

"On peut la démissionner aussi !"

"Elle est épouvantable !", lâche un ministre au "Parisien". Ce qui rend Ségolène Royal insupportable auprès des membres du gouvernement ? Sa présence médiatique et ses prises de positions publiques pas toujours faciles à assumer.

Quand elle n'accuse pas le gouvernement de manquer de fermeté sur la réglementation liée au glyphosate, Ségolène Royal dénonce l'enterrement de l'objectif de 50% d'électricité d'origine nucléaire d'ici 2025. "Quand on dit des choses fausses, je rectifie le tir", s'enorgueillit la rebelle auprès du quotidien. De quoi hérissier ses collègues en effet.

Un ministre, qui la préférerait sûrement muette, lance :

"C'est facile de faire la grande combattante qui multiplie les annonces. Nous, on assume de dire des choses compliquées."

Un autre, tout aussi agacé, en devient menaçant : "Elle a voulu être ambassadeur, elle a un devoir de silence. Si elle veut parler, qu'elle se fasse réélire. On peut la démissionner aussi !"

Une animosité qui soude les camarades entre eux. "Le Parisien" raconte comment Manuel Valls, qui "déteste" Ségolène Royal, a été jusqu'à féliciter le secrétaire d'Etat à la Transition écologique Sébastien Lecornu, pour avoir accusé publiquement la mal-aimée de promesses non financées.

Pas de quoi décontenancer l'intéressée qui évoque des collègues jaloux :

"Ils ne m'enlèveront pas ma bonne humeur. Avec tout ce que j'ai vécu, je n'ai plus rien à prouver. »"

Hulot ? "Il en a marre"

Avec son successeur, les rapports ne sont pas plus apaisés. Comme l'explique au "Parisien" un membre de l'exécutif, en parlant de Nicolas Hulot :

"Il en a marre. Elle veut faire croire qu'elle est toujours ministre de l'Ecologie. Elle pense qu'elle a marqué le siècle dans ce ministère."

Rapports glaciaux et contacts rares, le courant passe mal. Et pour éviter que les tensions ne s'accroissent, Nicolas Hulot aurait prévu un rendez-vous avec l'ambassadrice fin janvier.

Si elle n'hésite pas à tenir tête aux membres du gouvernement, Ségolène Royal adopte une toute autre attitude avec le président de la République, comme elle l'explique au "Parisien" :

"J'ai un point commun avec Macron, celui des gens qui bossent, qui maîtrisent leurs sujets et ne font pas d'embrouilles."

B.K.



III) Stationnement : la valse des PV et des tarifs



En France, la recette totale annuelle du stationnement en voirie atteint actuellement 500 millions d'euros.

Par Jacques Chevalier

A partir du 1er janvier, le « forfait de post-stationnement » atteindra jusqu'à 60 euros à Lyon et 50 euros dans la capitale, à la discrétion de chaque maire.

Quand une bonne nouvelle peut en cacher une mauvaise, il faut se tourner vers l'automobile. Ainsi, dans quelques jours et plus de 800 villes en France, ne pas avoir payé son stationnement ne constituera plus en 2018 une infraction. La dépenalisation va en effet envoyer au rebut tout le système archaïque de recouvrement des amendes impayées qui sclérose le système pénal et engorge les tribunaux.

Selon Anne Hidalgo, à Paris, un PV sur dix est payé dans les temps. Mais si les sanctions et majorations pour non-paiement ou règlement tardif vont disparaître, c'est pour être remplacées par une arme de guerre administrative qui s'appelle le « forfait de post-paiement ». Une invention diabolique qui s'affranchit de toute la

pesanteur du recours juridique précédent pour lui substituer une amende flexible.

Ne pas payer son stationnement immédiatement va, à compter du 1er janvier 2018, asséner un coup de massue sur le « pauvre » automobiliste qui sortira au sens premier du terme essoré par ce nouveau système. Oubliée en effet l'amende forfaitaire de 17 euros – qui était parfois moins coûteuse que le tarif du stationnement lui-même –, le recouvrement se fera ensuite par des sociétés privées qui percevront ce fameux forfait de post-traitement.

Celui-ci est fixé par chaque maire selon une grille qui doublera, triplera, voire quintuplera l'amende actuelle. D'après une enquête menée par Auto Plus, le tarif pour avoir ignoré l'horodateur va largement flamber dans de nombreuses villes françaises où, actuellement, la recette totale annuelle du stationnement en voirie atteint 500 millions d'euros. Cette mesure permettra, selon les premières estimations, d'au moins la doubler. Coup de massue à Paris et à Lyon

Le record de perception se verra à Paris et à Lyon où les automobilistes négligents devront s'acquitter d'une amende massue allant jusqu'à 50 euros pour la capitale et 60 euros pour Lyon. À l'autre bout de la cupidité municipale, rendons hommage aux maires restés raisonnables, à tel point que certains en ont fait un signe d'accueil et d'ouverture des rues de leur cité en diminuant le montant de l'amende actuelle.

C'est par exemple le cas de Castres, Nice et Nancy où la facture devrait se situer entre 10 et 16 euros. À Lille et à Marseille, le prix devrait rester identique à celui d'aujourd'hui. Si certaines localités font figure de bonnes élèves, d'autres vont laminer les automobilistes. En effet, dans la majorité des villes le « forfait de post-stationnement » (FPS) se situera entre 25 et 30 euros. Il sera de 25 euros à Bourges, Brest, Libourne, Tours, etc. Il atteindra 30 euros à Metz, Niort, Poitiers, Saint-Ouen, Toulouse, Valence, etc. Dans d'autres villes françaises, l'addition sera encore plus salée comme on l'a vu avec Paris et Lyon.

Il y aura aussi les modalités de recouvrement, certaines municipalités introduisant une minoration du montant de l'amende si celle-ci est payée rapidement. Ainsi, « une vingtaine de villes a opté pour une minoration si le FPS est acquitté sous 2 h 30 (à Châtellerauld) et jusqu'à quatre jours (à Poitiers entre autres) ». Mais, si une baisse du montant est possible, une hausse l'est également. Le FPS doit être payé dans les 90 jours. Le cas échéant, il sera encore majoré de 50 euros en plus du montant initial.

Le Point

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Pour Castaner, les députés LREM ont fait preuve "d'arrogance"

Christophe Castaner a reconnu "une forme d'arrogance" du groupe LREM à l'Assemblée nationale mais a assuré que "la situation a évolué", alors que de nombreuses critiques visent des élus de la majorité. Notamment, contre ceux qui se sont plaints de leur niveau de vie.



Christophe Castaner a reconnu "une forme d'arrogance" des députés LREM © Lionel BONAVENTURE / AFP/Archives

Etant désormais détenteur de la double casquette de délégué général de la République en Marche et de secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement, Christophe Castaner a désormais la charge de jongler avec ses deux fonctions.

Dans L'Opinion, l'ancien porte-parole du gouvernement a adressé une série de remontrances et d'avertissements à l'intention des élus de la majorité, s'en prenant notamment à ceux qui se sont plaints de constater une baisse de leur niveau de vie depuis qu'ils siègent au Palais Bourbon.

"Être député et se plaindre de son niveau de vie, c'est inacceptable! Même si je peux mesurer que certains députés, qui avaient avant une vie organisée, sont tombés dans un véritable tourbillon. Il convient néanmoins de souligner que le rythme parlementaire n'est pas plus élevé que dans le passé", a-t-il fait savoir. Il a toutefois souligné que le rythme législatif n'était "pas plus élevé que par le passé" mais que "les députés sont plus présents dans l'hémicycle".

Ainsi, "certains députés de la majorité, très engagés dans le processus législatif, peuvent donner le sentiment d'être moins présents auprès des Français dans leur circonscription, car ils sont très présents en commission et dans l'hémicycle".

Christophe Castaner a également critiqué une forme d'arrogance dont ont pu faire preuve certains néo-députés: "Dans un premier temps, le groupe LREM a pu se montrer peut-être trop hégémonique. Il y a eu une forme +d'arrogance+ et j'assume de la citer ainsi puisque cela nous a été reproché".

A ce sujet, il a également expliqué que "Nous n'avons peut-être pas veillé assez à l'équilibre au sein de la majorité avec le groupe MoDem et nous avons très vite +cornérisé+ le groupe Nouvelle Gauche et le groupe des Constructifs". Et de poursuivre: "Aujourd'hui, nous avons une part de responsabilité dans la posture des députés socialistes, qui, avec Olivier Faure à leur tête, sont tombés dans une opposition systématique (...) La situation a cependant évolué".

Selon Christophe Castaner, "le gouvernement

comme le groupe LREM sont désormais plus vigilants".

Auteur : La rédaction de FranceSoir.fr

FranceSoir

V) Plus personne dans la rue "d'ici la fin de l'année" 2017 : Macron rappelé à sa promesse

Par Magazine Marianne



"A la veille de Noël les sans-abri n'ont jamais été aussi nombreux", dénonce le DAL - LIONEL BONAVENTURE / AFP

Plus personne dans les rues "d'ici la fin de l'année", affichait Emmanuel Macron comme objectif en juillet. Les associations de défense des sans-abri, le DAL en tête, le lui rappellent dans la dernière ligne droite avant le Nouvel An.

Plus que quelques jours pour tenir une promesse faite il y a 6 mois à peine. Le 27 juillet, lors d'une cérémonie de naturalisation à la préfecture du Loiret, Emmanuel Macron, fraîchement installé dans ses fonctions de président de la République, s'était invité aux réjouissances. Au programme, un discours pour donner le "la" de sa politique de logement et d'accueil des migrants. Des paroles ambitieuses.

"La première bataille, c'est de loger tout le monde dignement. Je ne veux plus, d'ici la fin de l'année, avoir des femmes et des hommes dans les rues, dans les bois ou perdus. C'est une question de dignité, c'est une question d'humanité et d'efficacité là aussi", avait lancé le président de la République. Une promesse que n'ont pas oubliée par les associations d'aide au logement, qui la lui rappellent dans la dernière ligne droite avant le passage à 2018.

Invité sur **Sud Radio** ce mardi 26 décembre, Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole de l'association Droit au logement (DAL), tonne : "Emmanuel Macron a pris un engagement en disant qu'il ne voulait plus personne dans la rue l'année prochaine. Il l'a dit, il faut qu'il assume. Aujourd'hui, pour lui c'est les sports d'hiver,

d'hiver, Chambord, les vacances, etc. En attendant, il y a des gens sur le trottoir. Normalement, pour nous il devrait être en train de taper sur la table, de téléphoner à ses ministres pour réquisitionner tout ce qui peut permettre d'accueillir immédiatement les sans-abri ! Qu'il assume les propos qu'il a tenus six mois avant .



Sud Radio @SudRadio

#Logement ► J-B Eyraud (@federationdal) : "Macron a pris un engagement en disant qu'il ne voulait plus personne dans la rue. Qu'il assume ! Pour lui c'est sports d'hiver, Chambord et vacances. En attendant, il y a des gens sur le trottoir !". Interview → <http://bit.ly/2pBbOPo>

Le militant associatif souhaite notamment que le gouvernement, face à l'urgence de la situation, commence déjà à agir pour remédier à l'annulation par la justice de l'encadrement des loyers à Lille et Paris. Ce lundi 25 décembre, le DAL a manifesté devant le ministère du Logement à Paris. Une centaine de personnes se sont retrouvées pour un "Noël des sans-logis, des mal-logés et des locataires". "A la veille de Noël les sans-abris n'ont jamais été aussi nombreux", s'alarme le DAL dans le communiqué appelant à cette manifestation.

Et d'égrener les mesures prises par l'exécutif et en contradiction, selon l'association, avec l'objectif fixé par Emmanuel Macron en juillet : "Il n'avait pas prévenu qu'il enverrait la police dans les foyers d'hébergement et les hôtels (...) Il n'avait pas dit qu'il retirerait 5 € aux 5,2 millions de locataires percevant l'APL (...) et créerait pour les députés une aide au logement mensuelle de 1.200€ par mois (...) Il n'avait pas dit qu'il dépouillerait les HLM de 1,5 milliard d'euros par an (...)".

Sur Sud Radio, Jean-Baptiste Eyraud souffle une autre ficelle au président de la République pour faire bouger les choses : "Il faudrait que les ministres du Logement, Messieurs Mézard et De Normandie (le ministre de la Cohésion des territoires en charge du logement et le secrétaire d'Etat à la Cohésion des territoires, ndlr), démissionnent parce qu'ils ont failli à la mission que leur a donnée le président". Selon lui, la situation a empiré : "Il y a de plus en plus de sans-abri alors qu'on a jamais eu autant de logements vacants, il y a de la place !". Et d'ajouter : "Quand on nous parle de bienveillance et qu'on supprime toutes les aides, on voit que c'est de la cupidité, et du soutien à ses amis, les riches".

Il faudrait que les ministres du Logement (...) démissionnent

Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole du DAL

Des critiques qu'Aurélien Taché, député LREM et président du conseil national de l'Habitat, conteste. "Emmanuel Macron n'est pas le premier à faire cette promesse, mais il est le premier à se donner les moyens de ces ambitions", explique-t-il au journal La Croix à paraître ce mercredi.

LAPRESSEENREVUE.EU



Aurélien Taché@Aurelientache

En finir avec la rue : "@EmmanuelMacron n'est pas le premier à faire cette promesse, mais il est le premier à se donner les moyens de ces ambitions." Retrouvez la suite de mon entretien dans @LaCroix @LaREM_AN #LREM <https://www.la-croix.com/Debats/Forum-et-debats/Cest-objectif-vers-lequel-doit-tendre-2017-12-26-1200902029...> #SansAbri #Unlogementdabord

Des paroles qui risquent de ne pas beaucoup convaincre les acteurs de terrain. Comme à Nantes, où 47 associations ont publié une lettre ouverte en commun pour alerter les autorités sur cette "tragédie". En France, selon la fondation Abbé Pierre, 4 millions de personnes sont sans abri (environ 140.000) ou mal logées, malgré un parc immobilier qui comptait 2,7 millions de logements vides en janvier.



VI) "Aucune compassion", "scandaleux" ... Brigitte Bardot étrille Emmanuel Macron et Nicolas Hulot sur la protection des animaux

L'ex-actrice doit publier une lettre ouverte au gouvernement français mercredi.

Le HuffPost avec AFP



Gamma-Rapho via Getty Images Brigitte Bardot après une rencontre à l'Élysée avec Nicolas Sarkozy, en septembre 2007.

"J'en ai marre!" Brigitte Bardot ne mâche pas ses mots. Interrogée par l'AFP ce mardi 26 décembre, l'ex-actrice estime que "la cause animale est la cinquième roue du carrosse présidentiel". "BB" doit publier mercredi dans Le Parisien une lettre ouverte au gouvernement français à l'occasion du lancement d'une campagne contre la fourrure.

"On est très mal parti avec ce gouvernement. Macron n'a aucune compassion pour les animaux et la nature: à **Chambord**, il vient de féliciter des chasseurs devant leurs gibiers encore chauds! **C'est scandaleux et très déplacé!**", a fustigé Brigitte Bardot par téléphone, depuis son domicile de Saint-Tropez (Var).

"Un gouvernement qui se fout de l'écologie"

Dans sa lettre ouverte, Brigitte Bardot cite les pays européens qui ont interdit la chasse à courre, l'abattage des animaux sans étourdissement, le gavage des oies et des canards, l'exploitation des animaux dans les cirques et l'élevage pour la fourrure.

J'ai écrit deux lettres ouvertes à Macron. Je n'ai eu aucune réponse"Brigitte Bardot

"Et la France?", s'interroge l'icône du cinéma dans ce texte, en citant l'écrivain et prix Nobel de littérature Romain Rolland: "La cruauté envers les animaux et même déjà l'indifférence envers leur souffrance est à mon avis l'un des péchés les plus lourds de l'humanité".

"J'ai écrit deux lettres ouvertes à Macron. Je n'ai eu aucune réponse. Je suis très déçue aussi de la façon dont **Nicolas Hulot** se laisse mettre le grappin dessus par un gouvernement qui se fout de l'écologie", a expliqué à l'AFP Brigitte Bardot.

Une nouvelle campagne choc contre la fourrure

"Je ne peux compter que sur l'opinion publique. Dans ma lettre ouverte, je mets en lumière tout ce que font les pays d'Europe pour les animaux. Tous font quelque chose, sauf la France qui est mon pays. Je suis connue dans le monde entier pour être la protectrice des animaux. C'est scandaleux que mon pays ne fasse rien", a souligné la présidente de la Fondation Bardot.

"C'est une désolation pour moi. J'ai 83 ans. Je n'ai pas trop de temps. Avant de rejoindre Johnny, il faudrait que j'aie au moins une satisfaction. Je n'en peux plus. C'est décourageant...", a-t-elle poursuivi.

La Fondation Bardot a lancé mardi une nouvelle campagne d'affichage contre la fourrure. Un homme porte un blouson, le sang ruissèle de son col en fourrure : "J'aime les animaux ... Morts !", indique le slogan repris sur un millier de panneaux, mentionnant l'adresse internet www.jeneportepasdefourrure.com.

huffingtonpost.fr



VII) Les cités HLM ne sont plus des « quartiers populaires

»

par Benoît Rayski

Quand j'étais petit, j'aimais les HLM. Ceux de la ceinture rouge de Paris. Avec mes parents nous y allions souvent.



Cité HLM du Mans, novembre 2017. SIPA. 00833755_000025

Ils y avaient des camarades. J'étais content de les accompagner quand ils allaient vendre l'Humanité-Dimanche. Partout des sourires, des poignées de main. Nous étions dans des quartiers populaires. Un joli nom.

Aujourd'hui certains s'entêtent toujours à appeler ces lieux, vidés de leurs occupants d'origine, « quartiers populaires ». Une usurpation d'identité qu'aucune loi ne condamne. « Quartiers populaires », ça sonne plus noble et plus chic que « quartiers difficiles ».

Le progrès, c'était mieux avant

Moi, je ne me suis jamais consolé de la disparition de tous ces êtres qui avaient autant de cœur que d'abnégation. Non, non, il ne s'agit pas de nostalgie du bon vieux temps. Je ne suis ni naïf ni passéiste, et rien ne m'amènera à dire : « c'était mieux avant ». C'était juste autrement !

Je ne crois pas que le temps qui passe et qu'on nomme le progrès, la modernité et, plus communément, l'évolution normale des choses, emprunte une ligne droite toute simple menant toujours vers plus d'humanité, d'intelligence et de bonheur. Les êtres humains se succèdent et se suivent : pas toujours pour le meilleur, et assez souvent pour le pire.

Soixante ans d'écart séparent les communards de 1871 des bourreaux staliniens... Un progrès ? Entre les Allemands de l'aire de Bismarck, et les nazis des années 1930, il y a la même distance... Un progrès ? Entre l'âge d'or des émirats de Grenade, Cordoue et Tolède, et la sombre régression contemporaine de l'Islam, des siècles se sont écoulés... Un progrès ?

Stalingrad est tombée

Les combattants de la guerre d'Espagne mouraient en criant : « No pasaran ! », d'autres, 80 ans après, barbouillent les murs du même slogan et font la révolution en se tenant la nuit debout... Un progrès ? Les ouvriers des HLM du temps jadis se levaient tôt le dimanche pour vendre un journal. Beaucoup de ceux qui, aujourd'hui, les ont remplacés, n'ont jamais ouvert un journal. Est-ce ainsi que les hommes s'améliorent ? Est-ce ainsi que les hommes vivent ?

Je pensais à ce bonheur d'appartenir à ce peuple « élu » en marchant prudemment dans une grande avenue de Stains. L'avenue de Stalingrad. Un beau nom. Un nom rouge. Il n'a plus sa place à Stains.

A Suivre... La Presse en Revue



Joyeuses Fêtes